

LOGIQUE TOTALITAIRE...

J'avais, en son temps, comparé Michel Rocard à Marcel Déat. A dire vrai, et si ma mémoire est fidèle, Gaston Defferre avait fait la même comparaison.

A l'époque, cette comparaison était apparue comme blasphématoire.

Rocard venait de quitter le PSU qui apparaissait alors comme un parti «*d'extrême gauche*»... Comme si Benito Mussolini, avant de devenir le Duce, ne s'était pas, lui aussi, situé à l'extrême gauche du *Parti socialiste italien*.

Quoi qu'il en soit, force nous est, aujourd'hui, de vérifier que notre comparaison était loin d'être hasardeuse. A tel point que *Le Monde* - pourtant peu suspect de manque de complaisance à l'égard des hommes en place - s'inquiète des propos tenus par Rocard à un récent séminaire du PS (1):

«Rocard a plaidé vigoureusement pour les vertus de la démocratie d'opinion, opposée implicitement à celle des partis, des syndicats, des groupements d'intérêts. "Aujourd'hui, a-t-il expliqué, notre démocratie devient de plus en plus un système dans lequel le peuple existe et ne laisse à personne d'autre que lui-même le soin de l'exprimer".».

Autrement dit, notre «*guide*», pas encore «*suprême*» mais qui espère le devenir, oppose à la démocratie de délégation une pseudo-«*démocratie d'opinion*». Il est vrai que pour l'ancien gauchiste du PSU, il n'existe plus de classes... alors à quoi bon des «*représentants*» parlementaires, partis ou syndicats ?

Il est vrai que, selon notre actuel «*Premier ministre*», nous avons affaire à des citoyens qui sont «*collectivement intelligents*», ce qui, bien entendu, les dispenserait de l'être individuellement.

Et après avoir glosé sur la nécessité de «*tenir compte*» des règles de l'économie de marché sans pour autant les «*respecter*», car «*toutes ne sont pas respectables*» (sic), Michel Rocard a évoqué «*l'articulation nouvelle qui est en train de s'établir entre les partis, l'électorat, l'opinion, les syndicats (qui) donne au politique proprement dit une nouvelle capacité d'initiative et d'action*».

Et invite les «*socialistes*» à «*développer des formes de militantisme de proximité, associatives ou autres*».

Les syndicalistes ne seraient pas exclus de ce «*militantisme de proximité*», à la condition, bien entendu, qu'ils renoncent à être les «*représentants*» des intérêts ouvriers et acceptent, par le biais d'une «*recomposition syndicale*», de se fondre dans une sorte d'arbeits-front (*front du travail*).

En attendant, Michel Rocard, avec la complicité de ses collaborateurs de la CFDT, bloque le traitement des fonctionnaires pendant qu'il multiplie les cadeaux aux «*entreprises*», le dernier et non le moindre étant la CSG (*contribution sociale généralisée*) (2).

(1) Jeudi 20 septembre à Joué-lès-Tours.

(2) A ce propos, on aura remarqué une page de publicité de la CFDT payée (par qui?) au journal *Le Monde*.

De quoi s'agit-il? Tout simplement d'un transfert de charges. Les cotisations sociales payées par les entreprises sont du «*salaires différé*» qui s'ajoute au «*salaires direct*» que le salarié perçoit mensuellement. Par le biais de la fiscalisation du financement de la Sécurité sociale, Rocard et ses instigateurs de la CFDT transforment une charge salariale des entreprises en un impôt sur le revenu supporté à hauteur de 90% par les salariés eux-mêmes.

Autrement dit, ce que Rocard et Kaspar nous proposent, c'est, ni plus ni moins, que de transformer une partie de notre salaire en... impôt sur le revenu, et tout ça au nom de la justice sociale!... Faut le faire!

Notre confédération a dénoncé cette escroquerie et par dizaines de milliers, les travailleurs ont exprimé leur opposition à cette attaque sans précédent contre notre régime de protection sociale.

Michel Rocard a, une fois encore, utilisé l'article 49-ter pour imposer la «réforme» concoctée par ses amis de la CFDT.

Grâce aux institutions antidémocratiques de la 5^{ème} République, une nouvelle loi scélérate va naître?

Mais le gouvernement, le président de la République auraient tort de sous-estimer l'ampleur du mécontentement qui, de surcroît, va toucher toutes les couches de la population.

Inscrire son discours dans une logique totalitaire n'est pas, fort heureusement, disposer des moyens de l'État totalitaire, et notre organisation, ses militants, mais pas seulement eux, savent que leur combat contre la politique rocardienne se confond avec celui pour la démocratie.

Alexandre HÉBERT.
